

Chambre des Représentants

SESSION 1955-1956.

8 NOVEMBRE 1955.

PROJET DE LOI

sur les sous-officiers auxiliaires
de la force aérienne, pilotes et navigateurs.

PROJET

TRANSMIS PAR LE SENAT (1).

Article premier.

Le recrutement des candidats sous-officiers auxiliaires et des sous-officiers auxiliaires ne peut avoir lieu que pour les emplois de pilote ou navigateur.

Art. 2.

Le sous-officier auxiliaire ne peut être appelé à servir que dans l'unité dont le régime linguistique est le même que celui sous lequel il a subi l'examen professionnel prévu à l'article 6, 3°.

Art. 3.

Nul ne peut être agréé comme candidat sous-officier auxiliaire de la force aérienne :

1° s'il ne possède les qualités indispensables à la carrière de sous-officier;

2° s'il n'a terminé avec succès les études moyennes du degré inférieur ou s'il n'a réussi des épreuves de valeur équivalentes fixées par le Roi;

3° s'il ne s'est engagé à rester en service actif pendant une période qui ne peut être inférieure à un nombre d'années fixé par le Roi, ni supérieure à douze ans;

(1) Voir :

Documents du Sénat :

311 (1954-1955) : Projet de loi.

346 (1954-1955) : Rapport.

Annales du Sénat :

26 et 27 juillet 1955.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1955-1956.

8 NOVEMBER 1955.

WETSONTWERP

betreffende de hulponderofficieren
van de luchtmacht, piloten en navigatoren.

ONTWERP

OVERGEMAAKT DOOR DE SENAAT (1).

Eerste artikel.

De aanwerving van de kandidaat-hulponderofficieren en van de hulponderofficieren mag slechts geschieden voor de betrekkingen van piloot of navigator.

Art. 2.

De hulponderofficier mag slechts dienen in een eenheid waarvan het taalstelsel hetzelfde is als dit waarin hij het bij artikel 6, 3°, voorziene vakexamen heeft afgelegd.

Art. 3.

Niemand mag als kandidaat-hulponderofficier bij de luchtmacht aanvaard worden :

1° indien hij de onontbeerlijke hoedanigheid voor de loopbaan van onderofficier niet bezit;

2° indien hij niet met welslagen de middelbare studiën van de lagere graad beëindigd heeft of indien hij niet geslaagd is in de door de Koning bepaalde proeven van gelijke waarde;

3° indien hij er zich niet toe verbonden heeft in actieve dienst te blijven gedurende een periode, die niet kleiner mag zijn dan een zeker aantal jaren, door de Koning bepaald, en die twaalf jaar niet mag te boven gaan;

(1) Zie :

Stukken van de Senaat :

311 (1954-1955) : Wetsontwerp.

346 (1954-1955) : Verslag.

Handelingen van de Senaat :

26 en 27 juli 1955.

4° s'il ne s'est engagé à servir, à l'expiration de la période prévue au 3°, comme sous-officier auxiliaire dans le cadre des sous-officiers de réserve de la force aérienne jusqu'à l'expiration des obligations militaires imposées par la législation sur la milice;

5° s'il ne remplit les conditions que le Roi peut fixer.

Art. 4.

La formation des candidats sous-officiers auxiliaires, les cours nécessaires à cette formation, les grades auxquels ils peuvent accéder ainsi que les dispositions régissant leur avancement dans ces grades sont fixés par le Roi.

Art. 5.

§ 1^{er}. — Le Ministre de la Défense Nationale peut résilier l'engagement du candidat sous-officier auxiliaire soit pour motif disciplinaire, soit pour inaptitude morale ou professionnelle.

Il peut également résilier l'engagement pour inaptitude physique, sur avis conforme d'une commission médicale.

Le Roi détermine la composition de cette commission ainsi que la procédure à suivre devant elle.

§ 2. — L'engagement du candidat sous-officier auxiliaire est résilié d'office en cas d'échec à l'épreuve professionnelle prévue à l'article 6, 3°.

Art. 6.

Nul ne peut être nommé sous-officier auxiliaire de la force aérienne :

1° s'il n'a 19 ans accomplis;

2° s'il n'est candidat sous-officier auxiliaire;

3° s'il n'a satisfait à une épreuve professionnelle aux conditions que le Roi détermine :

4° s'il ne remplit les conditions que le Roi peut fixer.

Art. 7.

L'avancement des sous-officiers auxiliaires est soumis aux mêmes dispositions que celles régissant l'avancement des sous-officiers des cadres actifs.

Art. 8.

§ 1^{er}. — Le Ministre de la Défense Nationale peut, par arrêté motivé, résilier l'engagement du sous-officier auxiliaire pour motif disciplinaire, d'inaptitude morale ou professionnelle, sur avis d'une commission d'enquête, et pour motif d'inaptitude physique, sur avis conforme d'une commission médicale.

Le Roi détermine la composition de ces commissions ainsi que la procédure à suivre devant elles.

La résiliation prononcée en application de l'alinéa 1^{er} entraîne la perte du grade.

§ 2. — L'engagement peut être résilié, sur demande de l'intéressé, aux conditions fixées par le Roi.

Art. 9.

Si l'engagement du candidat sous-officier auxiliaire ou du sous-officier auxiliaire est résilié pour inaptitude physique au seul service navigant ou pour inaptitude profes-

4° indien hij er zich niet toe verbonden heeft op het einde van de onder 3° voorziene periode als hulponder-officier in het kader van de reserve-onderofficieren van de luchtmacht te dienen tot op het einde van de door de militiewetgeving opgelegde militaire verplichtingen;

5° indien hij de voorwaarden niet vervult die de Koning kan bepalen.

Art. 4.

De opleiding van de kandidaat-hulponderofficieren, de voor deze opleiding nodige cursussen, de graden waartoe zij kunnen opklimmen alsmede de beschikkingen die hun bevordering in die graden regelen, worden door de Koning bepaald.

Art. 5.

§ 1. — De Minister van Landsverdediging kan de dienstverbintenis van de kandidaat-hulponderofficier hetzij om tuchtrekenen, hetzij wegens morele ongeschiktheid of beroepsonbekwaamheid, verbreken.

Hij kan insgelijks de dienstverbintenis verbreken wegens lichamelijke ongeschiktheid, overeenkomstig het advies van een geneeskundige commissie.

De Koning bepaalt de samenstelling van deze commissie, alsmede de te volgen procedure.

§ 2. — De dienstverbintenis van de kandidaat-hulponderofficier wordt van ambtswege verbroken in geval van mislukking in de onder artikel 6, 3°, voorziene vakproef.

Art. 6.

Niemand mag tot hulponderofficier bij de luchtmacht benoemd worden :

1° indien hij de leeftijd van 19 jaar niet bereikt heeft;

2° indien hij geen kandidaat-hulponderofficier is;

3° indien hij niet voldaan heeft aan een vakproef onder de voorwaarden die de Koning bepaalt;

4° indien hij de voorwaarden, die de Koning kan bepalen, niet vervult.

Art. 7.

De bevordering van de hulponderofficieren is onderworpen aan dezelfde beschikkingen als deze die de bevordering van de onderofficieren van de actieve kaders beheren.

Art. 8.

§ 1. — De Minister van Landsverdediging kan, door gemotiveerd besluit, de dienstverbintenis van de hulponderofficier verbreken om tuchtrekenen, morele ongeschiktheid of beroepsonbekwaamheid, na advies van een onderzoekscmissie, en wegens lichamelijke ongeschiktheid, overeenkomstig het advies van een geneeskundige commissie.

De Koning bepaalt de samenstelling van deze commissies alsmede de te volgen procedure.

De dienstverbreking, uitgesproken in toepassing van lid 1, brengt het verlies van de graad mede.

§ 2. — De dienstverbintenis kan verbroken worden, op aanvraag van belanghebbende, onder de voorwaarden door de Koning bepaald.

Art. 9.

Indien de dienstverbintenis van de kandidaat-hulponderofficier of van de hulponderofficier verbroken wordt wegens lichamelijke ongeschiktheid voor de vliegende dienst alleen

sionnelle, la durée du service qu'il a accompli est décomptée du terme de milice auquel l'intéressé est astreint.

Si l'engagement du candidat sous-officier auxiliaire ou du sous-officier auxiliaire est résilié soit pour motif disciplinaire, soit pour inaptitude morale, l'intéressé est tenu d'accomplir entièrement son terme de milice s'il n'a accompli, depuis son engagement, un temps de service au moins égal au terme de milice auquel il est légalement astreint.

Si l'engagement du candidat sous-officier auxiliaire ou du sous-officier auxiliaire est résilié pour inaptitude physique à tout service militaire, l'intéressé est considéré comme ayant satisfait à ses obligations militaires.

Art. 10.

La législation sur les pensions militaires d'ancienneté n'est pas applicable aux sous-officiers auxiliaires.

Art. 11.

Le sous-officier auxiliaire dont l'engagement prend fin après avoir accompli neuf années de service depuis son agrégation comme candidat sous-officier auxiliaire, a droit à un pécule de départ dont le montant est égal à vingt-cinq mois du dernier traitement brut d'activité.

Le sous-officier auxiliaire dont l'engagement prend fin après avoir accompli douze années de service depuis son agrégation comme candidat sous-officier auxiliaire, a droit à un pécule de départ, dont le montant est égal à cinquante mois du dernier traitement brut d'activité.

Art. 12.

§ 1^{er}. — En cas de résiliation de son engagement pour inaptitude physique, le sous-officier auxiliaire a droit à un pécule de départ à condition que l'inaptitude résulte soit d'un accident survenu en service aérien commandé et régulièrement exécuté, soit d'une maladie à caractère professionnel dont la cause ou l'aggravation est le fait du service aérien.

§ 2. — Le montant du pécule est établi comme suit :

a) lorsque le taux d'invalidité pour lequel la pension de réparation est attribuée, est supérieur à 50 %, le pécule est égal à cinquante mois du dernier traitement brut d'activité;

b) lorsque le taux d'invalidité pour lequel la dite pension de réparation est attribuée, est égal à 50 %, le pécule est égal à cinquante mois ou à vingt-cinq mois du dernier traitement brut d'activité, selon que la durée du service accompli depuis l'agrégation comme candidat sous-officier auxiliaire atteint ou non neuf années;

c) lorsque le taux d'invalidité pour lequel la dite pension de réparation est attribuée, est inférieur à 50 % :

1° si la durée du service accompli depuis son agrégation comme candidat sous-officier auxiliaire atteint neuf années, il a droit à un pécule égal au montant du pécule de départ correspondant à ces neuf années de service augmenté de la somme représentant vingt-cinq mois du dernier traitement brut d'activité multipliée par le rapport entre le taux d'invalidité et 50 %;

ou de wegens beroepsongeschiktheid, wordt de duur van de dienst die de belanghebbende heeft volbracht, afgerekend van de dienstplichttermijn die hij gehouden is te volbrengen.

Indien de dienstverbintenis van de kandidaat-hulponderofficier of van de hulponderofficier verbroken wordt om tuchtrekenen of wegens morele ongeschiktheid, is de belanghebbende gehouden zijn dienstplichttermijn geheel te volbrengen, tenzij hij sinds zijn dienstneming ten minste een diensttijd heeft volbracht die gelijk is aan de dienstplichttermijn waartoe hij volgens de wet verplicht is.

Indien de dienstverbintenis van de kandidaat-hulponderofficier of van de hulponderofficier verbroken wordt wegens lichamelijke ongeschiktheid voor enige militaire dienst, wordt de belanghebbende geacht aan zijn militaire verplichtingen te hebben voldaan.

Art. 10.

De wetgeving op de militaire anciënniteitspensioenen is niet toepasselijk op de hulponderofficieren.

Art. 11.

De hulponderofficier wiens dienstverbintenis eindigt nadat hij negen jaar dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulponderofficier, heeft recht op een vertrekgeld waarvan het bedrag gelijk is aan vijf en twintig maanden van de laatste bruto-activiteitswedde.

De hulponderofficier wiens dienstverbintenis eindigt nadat hij twaalf jaar dienst volbracht heeft sedert zijn aanvaarding als kandidaat-hulponderofficier, heeft recht op een vertrekgeld waarvan het bedrag gelijk is aan vijftig maanden van de laatste bruto-activiteitswedde.

Art. 12.

§ 1. — In geval van dienstverbreking wegens lichamelijke ongeschiktheid, heeft de hulponderofficier recht op een vertrekgeld, op voorwaarde dat de lichamelijke ongeschiktheid voortvloeit uit hetzij een ongeval overkomen in regelmatig uitgevoerde bevolen vliegdienst, hetzij uit een beroepsziekte waarvan de oorzaak of de verergering te wijten is aan de vliegdienst.

§ 2. — Het bedrag van het vertrekgeld wordt bepaald als volgt :

a) wanneer het percentage van invaliditeit waarvoor het vergoedingspensioen wordt toegekend, hoger is dan 50 %, is het vertrekgeld gelijk aan vijftig maanden van de laatste bruto-activiteitswedde;

b) wanneer het percentage van invaliditeit waarvoor het voormelde vergoedingspensioen wordt toegekend, gelijk is aan 50 %, is het vertrekgeld gelijk aan vijftig maanden of vijf en twintig maanden van de laatste bruto-activiteitswedde, naargelang de duur van de volbrachte dienst vanaf de aanvaarding als kandidaat-hulponderofficier negen jaar bereikt of niet;

c) wanneer het percentage van invaliditeit waarvoor voormeld vergoedingspensioen wordt toegekend kleiner is dan 50 % :

1° indien de duur van de dienst volbracht sinds zijn aanvaarding als kandidaat-hulponderofficier negen jaar bereikt, heeft hij recht op een vertrekgeld dat gelijk is aan het vertrekgeld overeenkomend met die negen jaar dienst en verhoogd met een som bekomen door het vermenigvuldigen van het bedrag gelijk aan vijf en twintig maanden van de laatste bruto-activiteitswedde, met de verhouding tussen het percentage van invaliditeit en 50 %;

2° si la durée du service accompli depuis son agrégation comme candidat sous-officier auxiliaire n'atteint pas neuf années, le pécule est égal à la somme représentant vingt-cinq mois du dernier traitement brut d'activité multipliée par le rapport entre le taux d'invalidité et 50 %.

§ 3. — Les dispositions des §§ 1^{er} et 2 du présent article sont applicables au candidat sous-officier auxiliaire.

Art. 13.

Les ayants droit d'un candidat sous-officier auxiliaire ou d'un sous-officier auxiliaire décédé en service n'ont pas droit au pécule.

Art. 14.

§ 1^{er}. — Pendant la durée de leur engagement, le sous-officier auxiliaire et le candidat sous-officier auxiliaire sont soumis à la législation relative aux pensions des veuves et des orphelins de l'armée et de la gendarmerie.

§ 2. — Au moment où ils quittent définitivement le service, un capital est transféré aux organismes compétents, en vue d'assurer aux intéressés et à leurs ayants droit les avantages prévus en matière de pensions de vieillesse et de survie par le régime de la sécurité sociale applicable aux employés. Ce capital est indépendant de la retenue effectuée en vertu du § 1^{er}; cette dernière reste acquise au Trésor.

Art. 15.

Nul sous-officier auxiliaire ne peut être admis comme pilote ou navigateur dans le cadre des sous-officiers de carrière du personnel navigant de la force aérienne :

1° s'il n'a satisfait à l'épreuve linguistique prévue à l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

2° s'il ne remplit les conditions que le Roi peut déterminer.

Art. 16.

Le nombre de sous-officiers auxiliaires qui peuvent être admis est déterminé par le Ministre de la Défense Nationale.

Art. 17.

Le Roi fixe les dispositions réglant l'ancienneté du sous-officier auxiliaire admis dans le cadre des sous-officiers de carrière de la force aérienne.

Le temps passé au service actif comme candidat sous-officier auxiliaire et comme sous-officier auxiliaire est compté comme service effectif pour le calcul de la pension d'ancienneté du sous-officier de carrière.

Art. 18.

Le sous-officier auxiliaire qui n'est pas admis dans le cadre des sous-officiers de carrière de la force aérienne, est versé, en qualité d'auxiliaire, dans le cadre des sous-officiers de réserve de la force aérienne avec son grade et son ancienneté, à l'issue de son terme de service actif.

Art. 19.

§ 1^{er}. — Le Ministre de la Défense Nationale peut autoriser les sous-officiers de carrière, les sous-officiers

2° indien de duur van de dienst volbracht sinds zijn aanvaarding als kandidaat-hulponderofficier negen jaar niet bereikt, is het vertrekgeld gelijk aan vijf en twintig maanden van de laatste bruto-activiteitswedde, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het percentage van invaliditeit en 50 %.

§ 3. — De beschikkingen van §§ 1 en 2 van onderhavig artikel zijn toepasselijk op de kandidaat-hulponderofficier.

Art. 13.

De rechthebbenden van een in dienst overleden kandidaat-hulponderofficier of hulponderofficier, hebben geen recht op het vertrekgeld.

Art. 14.

§ 1. — Voor de duur van hun dienstverbintenis zijn de hulponderofficier en de kandidaat-hulponderofficier onderworpen aan de wetgeving betreffende de weduwen- en wezenpensioenen van het leger en de rijkswacht.

§ 2. — Op het ogenblik dat zij definitief de dienst verlaten, wordt een kapitaal overgemaakt aan de bevoegde organismen om aan de belanghebbenden en hun rechthebbenden de voordelen te verzekeren, voorzien inzake ouderdoms- en overlevingspensioenen door het stelsel van de sociale zekerheid, toepasselijk op de bedienden. Dit kapitaal is onafhankelijk van de krachtens § 1 gedane afhouding; deze laatste afhouding vervalt aan de Schatkist.

Art. 15.

Geen enkel hulponderofficier mag aanvaard worden als piloot of navigator in het kader van de beroepsonderofficiëren van het varend personeel van de luchtmacht :

1° indien hij niet voldaan heeft aan de taalproef voorzien in artikel 8 van de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

2° indien hij de voorwaarden niet vervult die de Koning kan bepalen.

Art. 16.

Het aantal hulponderofficiëren die kunnen aanvaard worden, wordt door de Minister van Landsverdediging bepaald.

Art. 17.

De Koning bepaalt de beschikkingen die de anciënniteit van de in het kader van de beroepsonderofficiëren van de luchtmacht aanvaarde hulponderofficier regelen.

De tijd, in actieve dienst doorgebracht als kandidaat-hulponderofficier en als hulponderofficier, telt als werkelijke dienst mede voor de berekening van het anciënniteitspensioen van de beroepsonderofficier.

Art. 18.

De hulponderofficier die niet in het kader van de beroepsonderofficiëren van de luchtmacht aanvaard is, wordt, op het einde van zijn actieve diensttermijn, in hoedanigheid van hulponderofficier ingedeeld bij het kader der reserveonderofficiëren van de luchtmacht, met zijn graad en zijn anciënniteit.

Art. 19.

§ 1. — De Minister van Landsverdediging kan de beroepsonderofficiëren, de onderofficiëren-dienstnemers of

engagés ou rengagés et les candidats sous-officiers, pilotes ou navigateurs et qui sont en service actif à la date de la publication de la présente loi, à passer dans le cadre auxiliaire des sous-officiers de la force aérienne aux conditions et selon les modalités que le Roi détermine.

§ 2. — Ne peuvent être admis que ceux des candidats qui totalisent moins de 5 ans de service actif depuis leur admission en qualité de candidat pilote ou de candidat navigateur.

§ 3. — Le temps de service actif déterminé conformément au § 2 compte dans la supputation des services nécessaires pour le droit au pécule prévu aux articles 11 et 12.

Art. 20.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 juillet 1955.

Le Président du Sénat.

-diensthernemers en de kandidaten-onderofficieren, piloten of navigators in actieve dienst op de datum van bekendmaking van onderhavige wet, de toelating verlenen naar het hulpkader der onderofficieren van de luchtmacht over te gaan onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten door de Koning bepaald.

§ 2. — Mogen enkel aanvaard worden de kandidaten die minder dan 5 jaar actieve dienst tellen vanaf hun aanvaarding in hoedanigheid van kandidaat-piloot of kandidaat-navigator.

§ 3. — De overeenkomstig § 2 bepaalde dienstdtijd telt mede in de berekening van de diensten die recht geven op het in artikelen 11 en 12 voorziene vertrekgeld.

Art. 20.

Onderhavige wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 27 Juli 1955.

De Voorzitter van de Senaat.

R. GILLON.

Les Secrétaires.

De Secretarissen.

G. CROMMEN,
R. DE MAN.